

Projet de résolution soumis à la discussion préparatoire au Congrès Mondial : Bouleversements sociaux, résistances et alternatives

mercredi 5 avril 2017, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : février 2017).

Lors de sa session de février 2017, le comité international de la Quatrième Internationale a adopté ce document, de concert avec deux autres projets de résolution, comme texte préparatoire au prochain congrès mondial de la QI qui doit se réunir en 2018.

Sommaire

- [I. Éléments d'analyse](#)
- [II / Les fronts de riposte](#)
- [III / Les questions de changem](#)

Les dernières années ont été marquées par des vagues de mobilisations sociales et politiques aux destins divers. Au Maghreb et au Moyen-Orient, les vagues du Printemps arabe, sans s'être épuisées, se sont heurtées à la conjugaison de forces réactionnaires. En Amérique latine, nous arrivons au début d'un nouveau cycle après la défaite du PSUV aux élections vénézuéliennes. En Europe, après la capitulation de Tsipras, Syriza n'a pas maintenu la direction de la dynamique ouverte par son élection ou par le vote OXI massif en juillet 2015.

En 2008, la faillite de Lehman's Brothers ouvrait une crise financière internationale qui allait provoquer de nombreuses crises en ricochet, notamment celle des dettes souveraines en Europe. Elle a été le déclencheur de nouvelles attaques sociales qui se sont ajoutées aux bouleversements profonds provoqués depuis les années 90 par les réorganisations politiques, économiques et sociales consécutives à 1989 et à la nouvelle phase de mondialisation capitaliste.

Le but de ce texte est d'analyser sommairement les modifications sociales à l'œuvre dans ce contexte et parallèlement les capacités et expériences de luttes des exploités et des opprimés ainsi que les évolutions des mouvements sociaux, syndicaux et politiques de résistance et de lutte contre les attaques capitalistes.

La question à laquelle nous sommes confrontés est celle de la réalité des rapports de force entre les classes à l'échelle internationale. Cela suppose d'analyser :

la réalité sociale de la classe ouvrière et des autres classes exploitées qui a connu beaucoup de modifications depuis une trentaine d'années, avec la mondialisation et la réinsertion globale de la Russie et de la Chine dans un système économique capitaliste mondial.

- la force organisée du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux de lutte contre l'exploitation et les oppressions dans leur ensemble, force qui a subi beaucoup de bouleversements à divers niveaux. La disparition de l'URSS et la fin de la concurrence URSS / Chine d'hégémonie « socialiste » sur les mouvements de résistance à l'impérialisme ont largement modifié la géographie politique dans ce que nous appelons « les trois secteurs de la révolution mondiale ». Mais désormais quelle est la force réelle de chacun des mouvements de lutte organisant les exploités et opprimés dans ces différents secteurs ?

- les nouveaux terrains de radicalisation depuis deux décennies, particulièrement parmi les jeunes générations. Même si le mouvement altermondialiste est plus faible qu'au tout début du siècle, la question de la justice sociale, la nécessité de combattre le pouvoir des banques, les grands groupes et les institutions internationales est un puissant vecteur de radicalisation. Il y a un lien manifeste entre la justice sociale, un emploi stable pour les travailleur-e-s, le droit des paysans de travailler sur leurs terres et les questions environnementales. On peut voir également, en particulier en ce qui concerne les changements climatiques et les grands projets inutiles, la volonté d'avoir un contrôle démocratique sur les grandes décisions et contre le système professionnel du pouvoir avec une masse de politiciens échappant à tout contrôle. L'aspiration libertaire à vivre sans violence, sans l'imposition de lois injustes est aussi un puissant ressort concernant les mobilisations féministes et LGBT+. Il en est de même pour les luttes contre les discriminations et les violences racistes pour en finir avec les héritages des sociétés colonialistes et esclavagistes. On peut voir enfin le pouvoir des nouveaux moyens de communication, en particulier les réseaux sociaux comme moyen d'organiser des manifestations, d'informer et de mobiliser dans toutes les régions du monde ;

- la capacité, au-delà de ces exigences de démocratie et de justice sociale, à donner une cohérence politique au combat, à l'intégrer dans une lutte globale contre le système dans une situation où n'existe plus de « mouvement ouvrier international ». Le rejet des conséquences des politiques capitalistes ne déclenche pas automatiquement une conscience anticapitaliste. L'identité sociale ouvrière ne crée pas en tant que telle une identité de classe. Quelle capacité d'inscrire ces luttes dans un programme politique stratégique de remise en cause radicale de la société capitaliste, des oppressions qu'elle a créées ou restructurées ? Dans ce cadre quel bilan tirer du mouvement altermondialiste et des différents réseaux internationaux cherchant dans un secteur ou un autre à coordonner les luttes ? Enfin quelles sont la force et la direction prises par les courants politiques de ces fronts de lutte, qu'ils se définissent comme démocratiques, anticapitalistes ou révolutionnaires, à l'échelle nationale, régionale et internationale ?

I. Éléments d'analyse

1 / Quelle est l'évolution de la situation de la classe ouvrière et des exploités au niveau mondial ?

Plusieurs phénomènes importants sont à enregistrer. La mondialisation a accéléré un mouvement de croissance industrielle et économique dans toute une série de pays (Inde, Chine, Turquie, Mexique,...) phénomène qui devrait logiquement se poursuivre et se diversifier.

Cela entraîne deux phénomènes importants dans les pays dits « émergents » : la concentration urbaine, l'augmentation du salariat plus rapide que celui de la population (75% de progression entre 1992 et 2012 pour une augmentation de population de 30%). Cela correspond à l'évidence au développement de nouveaux centres de développement économique. Une autre caractéristique importante a été la croissance relative du secteur des services en comparaison de celui de la production, de même que la prolétarianisation de nombreux emplois salariés considérés auparavant

comme qualifiés, comme l'enseignement ou la santé, avec comme impact conséquent, une propension grandissante de ces groupes à s'engager dans des mobilisations sociales pour se défendre contre les cadences de travail, le gel des salaires, les privatisations et d'autres attaques.

Mais il faut prendre toujours en considération que, pris globalement, une grande majorité de la population active dans ces mêmes pays est constituée de travailleur-se-s ayant un emploi vulnérable selon les critères de l'OIT (travailleurs familiaux non rémunérés ou individuels à leur compte) et cette proportion a été en augmentant depuis 2008 ce qui est donc une contre-tendance. De même, l'OIT enregistre depuis 2008 et prévoit une augmentation régulière du chômage dans les cinq prochaines années en Asie, Afrique et Amérique latine. La conséquence est évidente : l'urbanisation importante, une population rurale désormais minoritaire avec la destruction parallèle des tissus sociaux, tend évidemment vers une détérioration des conditions de vie, même si les réseaux de solidarité paysans persistent.

On est donc bien en présence d'une augmentation numérique de la classe ouvrière, mais avec des caractéristiques globales différentes concernant le développement global des sociétés où ce développement se produit.

Dans les « vieux pays industriels », le développement du prolétariat est, le plus généralement, allé de pair avec des combats syndicaux et politiques contre la bourgeoisie dans des cadres nationaux et, quelle que soit la violence des combats de classe du XX^e siècle, avec l'obtention de droits sociaux dans le cadre des États, cristallisant des rapports de force entre les classes. La reconnaissance de droits collectifs de la classe ouvrière était non seulement liée au contrat de travail dans l'entreprise, mais aussi à des droits sociaux collectifs dans le cadre de la société civile, les bourgeoisies concédant qu'une part des profits capitalistes finance des systèmes de contribution et de redistribution fiscale sur lesquels se sont construites au XX^e siècle la plupart des sociétés industrielles. Compromis sociaux, développement de « l'Etat social », liés à des systèmes idéologiques hérités du positivisme et du christianisme social. Ces idéologies et ces compromis étaient aussi le contre-feu nécessaire face au développement important des courants marxistes et socialistes. Tout cela n'est plus de mise aujourd'hui et le développement industriel dans les pays dits émergents ne se fait pas du tout dans le même contexte. Par exemple, concernant l'industrie de production automobile « passée à l'Est » : mis à part le Mexique, l'Argentine et le Brésil, les grandes zones de développement sont l'Europe de l'Est, la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Inde et la Chine. Dans ces cas, les lignes de production, les qualifications sont les mêmes que dans les vieux pays industriels, mais les droits sociaux et la législation du travail ne sont pas du tout les mêmes. On pourrait tracer des tableaux similaires dans de nombreux autres secteurs industriels. Dans ces nouvelles zones de développement industriel, les compromis sociaux du siècle dernier ne sont plus de mise. Dans les vieux pays industriels, ces mêmes compromis sont déjà très largement remis en cause par les politiques d'austérité libérale. A côté de cela, on assiste à des situations de semi-esclavage, particulièrement pour les travailleurs migrants, des usines clandestines échappant à toute législation.

2 / Evolution aussi du taux d'exploitation au niveau mondial

Les modifications économiques des dernières années ont aussi des conséquences diverses... Non seulement les salaires ont stagné dans les vieux pays industrialisés, mais les dernières années ont vu une augmentation des gains de productivité au détriment des salaires, accentuant la tendance générale connue depuis les années 80 de pertes de la masse salariale au profit du capital. De même les contrats précaires, les atteintes aux législations du travail ont été, dans les vieux pays industrialisés, un des éléments clefs de ces gains de productivité (contrats zéro heure en GB, Jobs Act en Italie, minijobs en Allemagne,...). Malgré le coup de frein productif de 2008, dans la plupart des nouvelles zones de production, les salarié-e-s ont obtenu de réelles augmentations de salaires,

notamment en Chine. Même si ce sont des grèves économiques, menées entreprise par entreprise, elles ont eu des effets concrets.

Donc, les éléments de tension sociale sur le marché du travail se maintiennent à la fois dans les pays « émergents » et dans les vieilles économies, soit par une pression accrue du chômage, soit par une sourde détérioration des conditions d'emplois et des systèmes de protection sociale. Presque la moitié des travailleurs dans le monde vit en dehors du salariat, dans l'ultra-précarité. Et la tendance est à la généralisation de contrats précaires et de législations réduisant au minimum les protections légales face aux licenciements. Ces évolutions accentuent la flexibilité et la capacité des capitalistes d'adapter au maximum les heures de travail et le nombre de salariés selon les besoins quotidiens. Cela va de pair avec une organisation logistique des chaînes de production et de distribution qui permet de diminuer au maximum ces coûts par un recours à une myriade de sous-traitants. Beaucoup de nouveaux traités permettent aux grandes entreprises d'échapper aux législations nationales. TTIP, TISA, etc... Au sein de l'Union européenne, chaque mois, de nouvelles lois mettent fin à d'anciennes lois nationales. De facto, au niveau international, il y a désormais deux hiérarchies de pouvoir : celui des Etats et celui des entreprises, et le second est de plus en plus fort en ce qui concerne l'organisation du commerce et des contrats de travail.

La crise de la dette cette dernière décennie s'est déplacée du Sud vers les pays capitalistes avancés : crise de la dette des ménages dans de nombreux pays (USA, Inde,...), crise de la dette souveraine en Europe. Ces crises accélèrent les attaques sociales, la précarité et les situations de misère sociale, elles accélèrent aussi les exigences d'audit, de contrôle des populations pour bloquer ces politiques.

Toutes ces modifications affaiblissent les capacités d'organisation collective et la structuration dans la durée de collectifs de résistance. Elle stimule en même temps les exigences de résistance et les dynamiques d'auto-organisation. Cela impose en même temps le développement d'organisations sociales territoriales à même de regrouper, au-delà des entreprises, des travailleurs isolés ou itinérants.

3/ Des attaques tous azimuts contre les populations paysannes

Même si leur nombre se réduit sans cesse, l'agriculture emploie 1,3 milliard d'hommes et de femmes, 40% de la population active. Les paysans constituent toujours la majorité des populations actives en Afrique et en Asie. Depuis deux décennies, en Asie, Afrique et Amérique latine, les paysans ont été confrontés aux stratégies des « modernisations conservatrices » qui ont remis en cause profondément les structures paysannes en cherchant à les adapter à la mondialisation capitaliste. De nombreuses menaces pèsent sur la paysannerie, mais au-delà sur le devenir des systèmes alimentaires et des équilibres environnementaux : montée en puissance de l'agro-industrie, accaparement des terres, expansion des monocultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, pressions sur les ressources naturelles. L'accaparement des terres est un phénomène mondial, mis en œuvre par des élites locales, nationales et transnationales ainsi que par des investisseurs et spéculateurs, avec la complicité des gouvernements et des autorités locales. Elle conduit à la concentration de la propriété foncière et des ressources naturelles entre les mains de grands fonds d'investissement, de propriétaires de plantations et de grandes entreprises actives dans l'industrie forestière, les centrales hydro-électriques, les mines. Elle est aussi provoquée par l'industrie touristique et immobilière, les autorités gestionnaires d'infrastructures portuaires et industrielles.

Cette concentration de la propriété a provoqué l'expulsion de leurs terres et le déplacement forcé des populations locales - en premier lieu les paysannes et les paysans. Elle engendre des violations des droits humains et notamment des droits des femmes.

Les institutions financières comme les banques, les caisses de retraite et autres fonds d'investissement sont devenues des moteurs puissants de spoliation des terres. Simultanément, des guerres et conflits meurtriers sont menés en ce moment même pour la prise de contrôle des richesses naturelles.

Les accaparements de terres vont de pair avec la mainmise croissante des entreprises privées sur l'agriculture et l'alimentation à travers un contrôle renforcé sur les ressources comme la terre, l'eau, les semences et autres ressources naturelles. Dans cette course au profit, le secteur privé renforce sa mainmise sur les systèmes de production alimentaire, monopolisant les ressources et acquérant une position dominante dans les processus de décision.

Les paysannes et les paysans, les sans-terres et les peuples autochtones, et tout particulièrement les femmes et les jeunes, les travailleurs agricoles précaires, sont dépossédés de leurs moyens de subsistance. Ces pratiques détruisent également l'environnement. Les peuples autochtones et les minorités ethniques sont chassés de leurs territoires, souvent par l'usage de la force, ce qui renforce encore leur précarité et qui, dans certains cas, les réduit à l'esclavage.

Les mouvements paysans dans tous les continents mènent des mobilisations. Ces résistances se sont multipliées au cours des deux dernières décennies. Centrées autour de la souveraineté alimentaire. De plus, ces populations paysannes sont au cœur de toutes les crises qui traversent le monde actuel : crise économique et conséquences des dettes publiques et privées, crise alimentaire, changements climatiques vecteurs de migrations, atteinte aux droits des femmes et des minorités. Les gouvernements des pays du Sud, le plus souvent pressurés par le paiement de la dette, ont multiplié ces dernières années des politiques d'exportation agricoles et extractivistes, et les populations paysannes en ont là aussi subi les conséquences, par les dégâts environnementaux et la mainmise sur les terres de trusts agroalimentaires.

4 / Quelles sont les conséquences de l'augmentation importante des phénomènes migratoires ?

Plusieurs régions du monde sont le lieu de déplacements importants de populations. 250 millions de migrants internationaux, 750 millions de migrants internes (déplacés...). Ces déplacements sont dus souvent à des changements économiques structurels, à d'importantes disparités régionales : ainsi l'Afrique du Sud, l'Angola, attirent des migrants de pays limitrophes, tout comme l'Argentine et le Venezuela en Amérique latine, l'Australie et le Japon en Asie de l'Est et du Sud-Est. Les États du Golfe attirent un grand nombre de migrants venant de la corne de l'Afrique, de la Turquie du sous-continent indien et des Philippines. De ce pays, près de 20% de la population active vivent et travaillent à l'étranger, 50% au Moyen-Orient, majoritairement des femmes. Les deux tiers des migrations internationales se font entre pays de niveau de développement comparables et un tiers se tourne vers les USA (Mexique) et l'Europe en provenance, essentiellement, de ses anciens empires coloniaux. Mais à ces phénomènes permanents s'ajoutent aussi les déplacements dus aux guerres, notamment de Syrie, d'Irak, d'Erythrée et d'Afghanistan, et désormais aux changements climatiques.

Cette accélération des phénomènes migratoires devient évidemment une question politique importante et un phénomène social durable. Les pays industrialisés ont largement la possibilité d'accueillir les migrants qui désirent s'y rendre, mais ces derniers deviennent l'enjeu de campagnes xénophobes dans beaucoup de pays aux USA, en Australie, en Europe et en Afrique du Sud... Le double défi posé au mouvement ouvrier étant à la fois de lutter contre cette xénophobie et d'aider à l'accueil et à l'organisation de ces travailleur-se-s migrants qui viennent renforcer la classe ouvrière dans de nombreux vieux pays. Certains pays du Golfe ou même Israël font massivement appel à des immigrés, en situation de semi-esclavage pour développer l'activité industrielle.

5/ L'impact de la crise environnementale

Nous faisons face à des désastres environnementaux à une échelle sans précédent, avec des changements climatiques d'origine humaine comme caractéristique la plus dangereuse.

Désertification, salinisation et inondations rendent d'importantes régions de la planète impropres à la vie humaine ou aux cultures alimentaires. Le chaos climatique crée des événements météorologiques extrêmes dans lesquels les pertes de vies humaines, les destructions d'habitats et d'infrastructures entraînent la mort, la misère et une pauvreté aggravée pour des millions d'êtres humains.

Dans de nombreuses régions du monde, les dernières décennies sont aussi marquées par des mouvements de populations provoqués par les changements climatiques et d'autres aspects de la crise environnementale. Ils deviendront de plus en plus importants, concernant des populations parmi les plus pauvres de la planète. Un des effets des projets capitalistes (les barrages géants par exemple) et de l'insistance à la mise en œuvre toujours plus importante de méthodes extrêmes d'extraction de combustibles fossiles dans beaucoup de régions du monde a été une nouvelle offensive contre des communautés entières : aux Philippines, au Canada, en Amazonie, les plans pour transformer des régions entières agressent des peuples qui appartiennent souvent aux nations premières et à d'autres groupes déjà confrontés aux discriminations. Des fronts d'auto-organisation populaire et le combat contre les désastres climatiques et les projets destructeurs se constituent dans ces régions.

Le bilan global est donc celui d'un monde en fortes mutations pour de nombreuses régions avec un développement du salariat entraînant d'importants bouleversements sociaux. Cela se produit dans une période où le développement économique ne se fait pas dans le cadre d'un développement par les Etats de structures et de prestations à même d'assurer de meilleures conditions de vie. Cela est exactement l'inverse dans la plupart des cas. On assiste au contraire à divers titres à une dégradation des conditions de vie quotidienne, dégradation aggravée dans beaucoup de régions par les situations de guerre et les changements climatiques. Les femmes, les jeunes, sont les plus violemment touchés par cette situation.

II / Les fronts de riposte

1 / Le développement inégal du mouvement syndical

On voit, évidemment, un développement important du syndicalisme parmi les nouveaux secteurs salariés, dans les pays connaissant une industrialisation, et un grand nombre de résistances par les grèves aux exigences patronales. Mais cela se fait, globalement, dans une situation où les acquis sociaux qu'avaient pu obtenir les « vieilles classes ouvrières » (retraite, sécurité sociale, notamment) loin d'être étendus dans les pays émergents, sont au contraire remis en cause en Europe et dans les autres pays industrialisés au nom des plans d'austérité. De même, en Chine, qui a connu des dernières années un grand nombre de grèves locales, notamment sur la question salariale, cela n'a pas débouché sur la création d'un syndicalisme indépendant de l'appareil d'État.

Quantitativement, la classe ouvrière est en progression constante, il faut noter que les centres de sa progression ont fortement glissé vers l'Asie, demain sans doute vers l'Afrique. Dans ces régions, des forces syndicales en construction suivent la progression numérique, le poids social croissant du salariat, créent les bases d'une conscience de classe, mais en général n'ont pas la forte structure politique qui charpentait politiquement le mouvement ouvrier européen, même si la contradiction de ce modèle était de souvent déléguer les questions « politiques » aux partis politiques.

De puissantes luttes ouvrières ont toujours lieu non seulement dans les vieux pays industriels, en Amérique latine, mais elles se développent aussi en Afrique du Sud et subsaharienne, en Turquie, dans le sous-continent indien et en Asie.

Mais, à l'ère de la globalisation, la nécessité pour les syndicats de prendre en charge des préoccupations plus larges comme le racisme, l'ensemble des discriminations ou le logement est devenue de plus en plus grande et représente un vecteur de radicalisation. Même s'il y a eu quelques tentatives d'organisation dans les secteurs les plus précaires comme ceux des *fast foods* aux USA et à une moindre échelle en Angleterre, en général, dans les vieux pays industrialisés, les travailleurs les plus précaires (les plus jeunes avec une plus grande proportion de migrants et de femmes) sont les moins organisés.

D'autres questions stratégiques sont aussi posées dans la situation actuelle. Des syndicats de nombreux secteurs posent la question, à l'ère de la globalisation du remplacement de l'organisation en syndicats d'industrie par une organisation en « chaîne de valeur », c'est-à-dire une coordination de tous les secteurs permettant la réalisation d'une même production. Cela est d'autant plus important que la recherche des profits maximums amène à des politiques d'éclatement des processus de production, avec l'appel à la sous-traitance, sur un même site ou, le plus souvent, à l'échelle internationale. Au-delà la question de la démocratie syndicale est essentielle pour la construction d'organisations efficaces.

La création d'une centrale syndicale unique, la CSI, rassemblant la grande majorité des forces syndicales au niveau mondial, ne peut cacher une grande disparité et surtout en termes de capacité à défendre les intérêts des salariés et à s'opposer aux plans capitalistes. La faiblesse des syndicats et des organisations politiques ayant une matrice marxiste et lutte de classes et faisant un travail d'éducation dans leurs rangs induit une faiblesse de conscience de classe.

Le mouvement syndical est donc confronté à plusieurs problèmes cruciaux :

- La capacité à intégrer toutes les questions sociales qui se posent dans la société (racisme, homophobie et discriminations vis-à-vis des femmes, logement). La nécessité d'intégrer les questions environnementales est aussi un impératif majeur. Les tensions créées entre le maintien des emplois et la lutte contre les usines et les productions nuisibles imposent de mettre sur pied un système de revendications permettant de dépasser ces contradictions.
- La capacité de prendre en compte la réalité du précaire sous toutes ses formes et donc de stimuler et créer les structures permettant d'organiser toutes celles et ceux concerné-e-s, notamment par le développement de structures au-delà des entreprises, dans les zones d'activités industrielles, les quartiers et les localités.
- L'impérieuse nécessité de coordonner l'organisation à l'échelle internationale, en se calant sur les réseaux réels des chaînes de production dans lesquelles les travailleur-se-s sont mis en concurrence tous contre tous.
- La capacité à créer, à partir de la lutte pour les droits, une identité de classe donnant aux luttes de résistance des programmes permettant de contester les structures capitalistes de la société et de porter un projet de renversement de ce système.

2/ Auto-organisation et coopératives

Dans de nombreux pays, face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises, le plus souvent par des grandes compagnies internationales, se manifeste un mouvement de réappropriation

d'entreprises, à l'image de Zanon en Argentine, où dans la foulée de 2002, existent aujourd'hui plus de 300 entreprises récupérées par les travailleur-se-s. De même, en Europe, un réseau des entreprises autogérées se développe autour de Fralib, Vio-me, Rimaflow,...

De même, face aux grandes compagnies et aux trusts agroalimentaires, de nombreuses luttes de communautés paysannes amènent à la mise sur pied de coopératives de production cherchant à contrôler elles-mêmes leur distribution.

Ces expériences, même limitées, mettent en avant la question du contrôle, de la récupération par les travailleur-se-s des moyens de production, et aussi des choix de production liés aux besoins sociaux.

3/ Les luttes contre la dette

Depuis dix ans et le début de la crise financière, la crise de la dette a pris une dimension dépassant largement les dimensions antérieures : au-delà de l'Amérique du Nord et de la crise de la dette souveraine dans l'Union européenne, les populations indiennes, de l'Etat espagnol, de nombreux pays européens ont été et sont touchés, notamment avec les plus de dix millions de foyers expulsés de leurs logements ces dernières années, mais aussi, comme aux USA, avec les dettes étudiantes.

Ces dettes illégitimes ont été le vecteur de la création de nombreux mouvement, de luttes pour les audits.

4/ Les luttes paysannes

De multiples combats locaux rassemblent les mouvements paysans et indigènes en Afrique, Amérique latine, Asie et en Europe. La question de l'accaparement des terres et de la souveraineté alimentaire sont au cœur de toutes les luttes. Elles sont toutes marquées par la transversalité des combats, anticapitalistes, environnementaux, féministes, contre les discriminations et les oppressions ethniques, pour les droits des migrants. La question de la démocratie, de la souveraineté et du droit de décider face aux gouvernements et aux multinationales est aussi au cœur des exigences. Via Campesina, qui regroupe plus de 160 organisations dans 70 pays a réussi depuis plus de 20 ans à regrouper des millions de paysans et paysannes, petits producteurs. Et notamment de mettre les questions féministes, indigènes et environnementales au cœur de ses préoccupations.

En Amérique centrale, en Amérique latine, se mêlent la lutte pour les droits des communautés indigènes et le droit à la terre se heurtant souvent à la répression meurtrière, comme au Brésil et au Honduras. En Asie, en Afrique, au Mali par exemple, les paysans se mobilisent contre les accaparements de terre.

5/ La place des mouvements démocratiques et de justice sociale

A partir du mouvement des Indignad@s, du mouvement des Places dans les grandes villes des régions arabes, du mouvement Occupy, s'est développée depuis 2011 une longue vague de luttes démocratiques, en Afrique, en Europe et en Asie, au Mexique, fortement marquée par la jeunesse et liant questions démocratiques et questions sociales. La vague des révolutions dans la région arabe, au Maghreb et au Moyen-Orient, a pris sa source dans les questions démocratiques et de justice sociale. Le mouvement des Indignad@s, d'Occupy aux USA et en Europe a les mêmes racines. Les dernières années ont vu la multiplication de mouvements en Afrique subsaharienne pour imposer des consultations démocratiques (Nigeria, Sénégal, Burkina Faso,...). En Corée du Sud, la présidente Park a été destituée en mars 2017 suite à une longue mobilisation démocratique contre la corruption. Les questions des dictatures et des présidents à vie, des reports de consultations électorales, des régimes corrompus ont été des moteurs puissants de mobilisations ces dernières

années.

6/ La place des jeunes sans-emplois dans les formations sociales

En Afrique, comme en Amérique latine, les jeunes, notamment les jeunes scolarisés, forment une couche sociale, en butte au chômage et à la crise. Les révoltes des jeunes brésiliens contre le tarif des transports, les grèves étudiantes au Chili, au Québec, entrent en écho avec la force des mobilisations sociales en Tunisie, en Egypte. Dans les nombreuses mobilisations démocratiques et anticorruptions qui ont eu lieu dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, la question des conditions de vie et de l'avenir de la jeunesse était très présente.

Dans toutes ces mobilisations, la force de la jeunesse est à l'échelle de la précarité structurelle, du chômage de masse que connaissent les jeunes dans de nombreuses régions du monde, même s'il y a eu une augmentation du niveau d'éducation. Ces mouvements font ressortir des exigences de démocratie politique, de remise en cause des systèmes politiques contrôlés par les oligarchies capitalistes et rentières. La jeunesse a ainsi pu être ces dernières années la force motrice des mobilisations révolutionnaires et a aussi joué un rôle majeur dans les développements politiques progressistes que ce soit l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour en Grande-Bretagne, la naissance de Podemos ou le mouvement de soutien à Bernie Sanders aux USA en 2016.

7/ Les droits des femmes et mobilisations de masse contre les violences, viols et féminicides, pour le droit à l'avortement

Un autre facteur de mobilisation sociale importante ces dernières années a été la riposte aux violences, en premier lieu les féminicides en Inde, en Turquie, en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Mexique. Depuis les manifestations gigantesques en Inde en décembre 2012, beaucoup d'autres mobilisations ont occupé les villes : à Madrid, 500 000 femmes le 7 novembre 2015 contre la multiplication des violences et des assassinats ; en Argentine, des centaines de milliers de femmes se sont mobilisées en 2015 à la suite de plusieurs meurtres ayant marqué le pays ; au Mexique, la multiplication des meurtres et disparitions de femmes à un niveau inconnu auparavant a aussi entraîné de fortes mobilisations dans les Etats marqués aussi par le narcotrafic. Ces mobilisations renvoient aussi au haut niveau de violence que connaissent plusieurs pays, violence qui touche d'abord les femmes et pèse aussi sur la réalité sociale : la plupart des pays d'Amérique centrale, dont le Mexique, et le Brésil, quasiment tous les pays d'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Sud sont au plus haut niveau pour les homicides non liés à des guerres.

L'élection de Donald Trump a entraîné une vague internationale de manifestations le 21 janvier 2017 à l'initiative du mouvement des femmes, non seulement dans plusieurs villes des USA, mais dans beaucoup de villes du monde. Dans cette dynamique, les manifestations du 8 mars 2017 ont connu un accroissement important de mobilisation laissant augurer d'un nouvel essor du mouvement.

Les divers gouvernements réactionnaires arrivés au pouvoir sur la vague des offensives libérales cherchent tous à remettre en cause le droit à l'avortement obtenu par les luttes des décennies précédentes. Ces remises en cause ont trouvé en face d'elles des mobilisations massives pour défendre et étendre ce droit, notamment dans l'Etat espagnol en 2014 et en Pologne en 2016.

De manière générale, concernant les questions clefs des luttes féministes, la situation a été contradictoire ces dernières années. Avec la présence massive désormais des femmes dans le monde du salariat, le mouvement des femmes a développé de multiples structures et mobilisations dans toutes les régions du monde, mais se heurte à une offensive réactionnaire dans de nombreux pays, liée à la montée des courants néoconservateurs et fondamentalistes. Cette offensive remet en cause des droits fondamentaux, en particulier celui de l'indépendance financière et sociale vis-à-vis des

hommes (pères, frères ou maris) de choisir son habillement et de maîtriser sa procréation, notamment par l'accès légal, gratuit et sûr à l'avortement.

8/ Les luttes LGBT+

Dans beaucoup de pays (mis à part le monde islamique et l'essentiel de l'Afrique subsaharienne), la force de l'organisation des LGBT+ a rendu possible la décriminalisation des relations homosexuelles et à des droits limités pour les personnes transgenres. Dans ce processus, le mariage homosexuel a été légalisé dans beaucoup de pays, pas seulement dans des pays riches, mais aussi en Afrique du Sud et dans de plus en plus de pays d'Amérique latine avec, le plus souvent, un large consensus de la société. D'autres batailles restent à gagner, en particulier les droits pleins et entiers pour les transgenres et les parents LGBT+.

La question des violences et celle des campagnes homophobes pèsent lourdement. Le rôle crucial des courants religieux réactionnaires contre le mouvement LGBT+ est partout évident, que ces courants soient chrétiens - catholiques ou protestants - , hindous ou musulmans, tout autant que la violence et le fanatisme des groupes d'extrême droite indépendants de toute religion. Dans les pays émergents, les violences anti LGBT+ sont souvent habillées d'un discours contre les modèles de culture européenne/américaine. En retour, ces dernières années s'est développé un courant homonationaliste justifiant la politique impérialiste, américaine notamment, contre les pays arabes, comme pouvant faire avancer les droits des LGBT+. Cela pose d'autant plus la nécessité de l'intersectionnalité, l'exigence des connexions entre tous les combats contre les oppressions.

9/ Les organisations contre le racisme et en défense des migrants

L'organisation autonome du mouvement Black Lives Matter aux USA, centrée sur la question du racisme de la police, mais ayant mis en lumière la question plus large du racisme d'Etat, est le développement le plus significatif aux USA depuis la disparition du mouvement pour les droits civiques. En Europe, alors que les conséquences meurtrières des frontières et des politiques migratoires deviennent plus visibles, on a assisté au développement de mouvements de solidarité concrète autant que de revendications politiques, le plus notablement en Grèce, mais aussi en Italie, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Catalogne. Le contexte de lutte contre le terrorisme, les politiques d'austérité font ressurgir un discours raciste, héritage du passé colonial et restructurant les discriminations contre les classes populaires racisées, premières victimes du chômage et de la précarité, notamment en Europe et en Amérique du Nord.

10/ La montée en puissance des mouvements contre le réchauffement climatique

Aussi, la montée des mouvements contre les changements climatiques peut et doit jouer dans les années qui viennent un rôle central pour une remise en cause globale du système. Ces changements détériorent et vont détériorer les conditions de vie de centaines de millions de femmes et d'hommes dans les prochaines années. Les peuples autochtones, les populations vivant dans les conditions les plus précaires sont souvent les premiers touchés, comme ils sont touchés par les politiques de déforestations et de grands projets capitalistes remettant en cause leurs zones de vie. Dans beaucoup de régions concernées, les populations s'organisent elles-mêmes et cherchent à construire des réseaux intégrant les autres organisations sociales.

On voit donc que les questions de chômage, de conditions d'emploi se mêlent dans beaucoup de régions à de nombreuses autres questions sociales de première importance et perçues comme telles par les populations concernées.

III / Les questions de changements politiques, de luttes et de stratégie anticapitalistes

La question essentielle est évidemment celle des perspectives d'émancipation à même de structurer ces mouvements sociaux et politiques. Les expériences de la Via Campesina, de plusieurs secteurs syndicaux professionnels, des coalitions climat montrent que, notamment parmi la jeunesse, la mise en œuvre d'actions directement sur le terrain international et remettant en cause la société capitaliste est une démarche naturelle. Mais beaucoup des structures issues de la vague montante de l'altermondialisme (FSM, Marche mondiale des femmes, ATTAC, ...) ont connu dans cette confrontation un frein à leur développement et sont entrées en crise. Via Campesina et le CADTM sont arrivés quant à eux à assurer leur développement avec la place centrale prise d'un côté par les luttes de résistance paysanne et de l'autre par la dette ces dernières années et la démarche des audits citoyens. La situation est difficile sur le terrain du mouvement syndical traditionnel sur qui pèsent lourdement les politiques de consensus ou de compromis national avec les politiques d'austérité. Et même la vague de syndicats alternatifs en Europe de l'Est s'est aussi essouffée ces dernières années. De même, toutes les expériences de regroupements larges anticapitalistes dans la foulée des forums sociaux ont connu des coups d'arrêt, liés aussi à la crise d'organisations européennes qui en étaient partie prenante (SWP, SSP, LCR/NPA,...).

Nous devons traiter de nouveaux défis dans la construction d'un mouvement révolutionnaire international, un mouvement anticapitaliste appuyé sur la défense des droits et de la justice sociale.

Il y a d'abord évidemment une bataille d'un nouvel ordre dans beaucoup de régions du monde.

Comme nous l'avons analysé plus haut, les attaques sociales, les politiques d'austérité, la mise en pièce des anciennes structures de compromis sociaux créent une colère sociale de plus en plus puissante. Cette colère se tourne contre les institutions nationales et internationales, les dirigeants et les partis porteurs de ces attaques et qui étaient souvent les piliers traditionnels des systèmes politiques. Cette usure, cette érosion, pose une question stratégique au niveau international : elle donne aux révolutionnaires, aux courants des mouvements sociaux qui luttent contre ces politiques réactionnaires, la responsabilité de proposer une perspective politique pouvant donner un vecteur progressiste, révolutionnaire, au rejet du système.

En tant que telles, les luttes pour la démocratie et la justice sociale ne débouchent pas automatiquement sur une lutte pour le renversement des systèmes d'oppression. Les dernières années on fait ressortir une question politique évidente. Confrontée à la remise en cause des dictatures en Tunisie et au Moyen-Orient, aux régimes progressistes en Amérique centrale ou aux éruptions sociales anti-austérité, les forces réactionnaires ont pris partout un cours offensif, notamment par le renforcement de régimes autoritaires à même de s'opposer à ces mouvements d'émancipation. Cela impose la mise en œuvre d'une stratégie pour à la fois organiser la mobilisation populaire et affronter les contre-offensives réactionnaires.

De plus, au sein des classes populaires, resurgit une lutte d'influence entre des courants démocratiques, de classe ou clairement socialiste et des courants réactionnaires, religieux ou d'extrêmes droites fascisantes. L'influence de la religion a toujours été très forte dans les milieux populaires, souvent des communautés rurales ou urbaines intègrent ces références religieuses en mettant en avant des revendications de justice sociale contre les riches et les possédants. Dans ce cas, la cohabitation avec des organisations ayant ces références pour des organisations socialistes révolutionnaires est évidemment possible. Mais le problème auquel nous sommes confrontés dans diverses régions est celui de courants religieux réactionnaires et des courants d'extrême droite. En Europe de l'Est et aux USA, ces courants jouent dans les milieux populaires sur les mécanismes

habituels en période de crise pour dévier de la lutte anticapitaliste (peur des immigrés et des étrangers, nostalgie nationaliste,...) auxquels s'ajoute, en Europe notamment, l'islamophobie galopante. Dans d'autres régions de tradition musulmane, des organisations ont créé une hégémonie sur une partie des couches populaires pour dévier les aspirations de justice sociale ou de lutte contre les pays impérialistes vers une mythification des temps anciens de l'islam. Toutes ces idéologies s'appuient sur la colère populaire provoquée par la crise et/ou la disparition des systèmes de protection sociale, de services publics, la montée de la précarité, détournant d'une lutte anticapitaliste vers le retour à un ordre religieux, à une identité ou à une nation fantasmée, en charriant évidemment tout le prêt-à-porter réactionnaire de soumission à l'ordre, la famille patriarcale, l'homophobie et la misogynie. Souvent, les questions identitaires deviennent ainsi un cadre structurant tant dans les métropoles impérialistes que dans les pays dominés, pouvant donner une logique à l'infini de repli sur les identités confessionnelles.

Mais cette concurrence impose aux organisations anticapitalistes, dans le mouvement social comme dans le mouvement politique, de pouvoir redonner vigueur à une perspective d'égalité sociale dans une société débarrassée du capitalisme et de l'exploitation.

A un autre niveau, nous devons répondre à un autre défi. A la fois, construire des organisations de masse dans le mouvement social pour répondre à toutes les attaques et les agressions du système, mais aussi construire tous les liens permettant de mettre en commun tous les fronts de résistance. Les dangers de replis identitaires, la faiblesse des réponses politiques de changement social pouvant servir de référence commune, imposent plus que jamais l'intersectionnalité, d'œuvrer à la convergence des mouvements contre les oppressions, à l'exemple de la dynamique de Black Lives Matter aux USA.

Sur le terrain politique, toute la question est de pouvoir construire des stratégies politiques qui, loin de se limiter à des perspectives institutionnelles, donnent toute leur place à l'auto-organisation des mouvements sociaux, se mettent au service des exigences populaires et mettent les expériences de gestion institutionnelle au service de ce mouvement social tout en s'attaquant directement au pouvoir économique des capitalistes. Sur ce point, les dernières expériences ne sont guère positives.

Seule l'Amérique latine a vu dans la première décennie de ce siècle l'arrivée de gouvernements se situant dans le prolongement de ces mouvements sociaux, mais sans que cela transforme les conditions d'existence des populations à un niveau permettant de redynamiser des perspectives d'émancipation sociale. L'évolution des gouvernements équatoriens, boliviens, vénézuéliens amènent aujourd'hui à un changement de cycle et la nécessité de rompre avec des perspectives fondées, notamment, sur les politiques extractivistes. Les mouvements syndicaux et sociaux se retrouvent en situation de résistance face à des politiques qui n'ont pas tenu leurs promesses.

D'une autre manière au Maghreb et en Egypte, les mouvements populaires, assis sur les mobilisations de la jeunesse et des forces syndicales, avaient permis le renversement des régimes dictatoriaux. Ils se retrouvent aussi rejetés sur le terrain de la résistance. On peut néanmoins voir apparaître des éléments de dynamique régionale entre les mouvements dans les pays du Maghreb et ceux de l'Afrique subsaharienne.

En Grèce, la trahison du gouvernement Tsipras porté par le rejet des politiques d'austérité laisse aujourd'hui le mouvement social dans la responsabilité de reconstruire une alternative politique avec les courants de la gauche radicale. Dans l'Etat espagnol, Podemos issu directement des mobilisations sociales des Indignés, confronte aujourd'hui le mouvement social à une situation similaire. Les débats stratégiques au sein de Podemos porté par Anticapitalistas pour un programme d'affrontement direct avec les politiques d'austérité, entre en écho avec les exigences portées par le mouvement social.

En conclusion, dans les diverses régions où ont lieu des changements politiques issus de mobilisations sociales, les mouvements sociaux sont confrontés à une situation de défensive dans un contexte de développement de fortes luttes de résistance porteuses d'espoir.

La question clef dans les années à venir sera non seulement celle de niveaux d'organisation à la hauteur des attaques subies, mais aussi celle de la capacité politique de construire, en lien avec les mobilisations sociales, un mouvement politique d'émancipation capable de se heurter frontalement au capitalisme.
